

du Bien-être social. A-t-on consulté des organismes de planification familiale quant aux effets possibles de ces affiches qui pourraient saboter leur travail en ce domaine?

M. Lalonde: Monsieur l'Orateur, je suis certain que si elles ont autant d'effets que certaines de nos affiches, il n'y a pas à s'en inquiéter.

* * *

L'IMMIGRATION

LA DÉLIVRANCE DE PERMIS DE TRAVAIL—LA SUITE DONNÉE AUX CONTRÔLES

M. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration ou, en son absence, à son secrétaire. Le ministère de l'Immigration a-t-il modifié sa politique, qui était de délivrer des permis de travail, une fois effectués les contrôles par un enquêteur spécial?

M. Mark MacGuigan (secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre, je tiendrai volontiers la question pour préavis.

* * *

LES AÉROPORTS

VANCOUVER—LES ÉTUDES ÉCOLOGIQUES ET LE PROJET D'AGRANDISSEMENT

M. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Monsieur l'Orateur, vendredi, j'ai posé au ministre des Transports une question qui a été renvoyée au ministre de l'Environnement. Je vais la poser de nouveau. Vu que le ministre de l'Environnement, il y a un mois et demi, a dit à la Chambre que les études écologiques concernant l'agrandissement de l'aéroport de Vancouver seraient terminées dans un délai de douze mois, peut-il maintenant l'informer si ces études sont commencées?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Oui, monsieur l'Orateur, elles sont commencées et la date envisagée pour l'achèvement est le 31 décembre 1973.

M. Fraser: Le ministre dirait-il à la Chambre quand et de quelle façon le public aura l'occasion de faire des instances à ce propos?

M. Davis: Premièrement, monsieur l'Orateur, les experts-conseils communiqueront avec les municipalités et avec les groupements communautaires régionaux. Une fois les études terminées, elles seront publiées. Nous déciderons alors des audiences.

* * *

LES CRUES

LA MONTÉE DES EAUX DES LACS ONTARIO ET ÉRIÉ—LE RELEVÉ DES DÉGÂTS ET DES PERTES MATÉRIELLES—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Kenneth J. Higson (Lincoln): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre de l'Environnement une question relative aux dégâts et aux pertes matérielles considérables qui se sont produits ces dernières semaines en bordure du lac Ontario et du lac Érié. Le ministre dirait-il

Questions orales

à la Chambre si on a effectué une inspection des dégâts et des pertes matérielles et si on lui en a fait rapport, et si oui, quelles mesures pertinentes il se dispose à prendre?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, des inspections ont été faites de concert avec le gouvernement provincial, certaines du haut des airs et certaines au sol. Nous attendons encore de la province une demande d'aide financière conjointe.

M. Higson: Le ministre a-t-il étudié un programme d'aide par lequel des prêts à faible intérêt seraient mis à la disposition des propriétaires riverains dans le but de réparer ou de construire des murs de protection dont la main-d'œuvre pourrait être en partie ou entièrement remboursable dans des situations identiques au programme triennal des travaux d'hiver?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît, Cela constitue une instance.

* * *

LA NAVIGATION

LA RECOMMANDATION DU RAPPORT DARLING QUANT À L'EXCLUSIVITÉ DU CABOTAGE POUR LES NAVIRES BATTANT PAVILLON CANADIEN—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Le 14 février, j'ai posé une question sur le rapport Darling vieux de deux ans, particulièrement à propos de la recommandation selon laquelle les eaux territoriales canadiennes devraient être réservées aux navires battant pavillon canadien. A ce moment-là, le ministre a déclaré qu'il conférerait avec les premiers ministres des provinces côtières. Le ministre a-t-il reçu une réponse des premiers ministres des provinces des côtes de l'Ouest et de l'Est et peut-il nous dire quelles mesures le gouvernement entend prendre pour donner suite à cette recommandation?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, la semaine dernière, j'ai rencontré les premiers ministres des quatre provinces de l'Atlantique mais je n'ai pas encore eu l'occasion de discuter de cette même question avec M. Barrett. Les premiers ministres des provinces de l'Atlantique craignent, si nous mettons en application le rapport Darling tel quel, une hausse du coût du transport pour les Maritimes. Aussi allons-nous étudier de concert avec leurs représentants chacun des cas qu'ils désirent que nous examinions afin de ne pas imposer un nouveau fardeau à ces provinces en mettant en œuvre le rapport.

M. Douglas: Le ministre a-t-il l'intention de conférer avec le premier ministre de la Colombie-Britannique et voir si la présente recommandation pourrait être mise en application à l'égard de la côte du Pacifique?

M. Marchand (Langelier): En effet, monsieur l'Orateur.